

Questions orales

Comme l'a dit clairement le ministre des Finances, grâce aux mesures proposées dans le budget pour stimuler le secteur privé—en plus de l'effort que nous consentons pour créer directement des emplois—nous serons en mesure de créer environ 600,000 emplois au cours des deux prochaines années, ce qui sera une moyenne très élevée pour cette période, et ainsi de redonner du travail à un grand nombre de gens.

M. Broadbent: Madame le Président, le ministre est un peu plus banal chaque jour. Ce qu'il vient de dire, c'est que les statistiques concernant le chômage continuent à augmenter parce que le taux de participation croît. Cela revient à dire que le chômage continue à augmenter parce que des hommes et des femmes cherchent du travail. Jusqu'où le ministre peut-il pousser le ridicule!

ON DEMANDE DE FIXER UN TAUX DE CHÔMAGE MINIMUM
COMME OBJECTIF

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, certains pays connaissent à l'heure actuelle un taux de chômage de 4 p. 100 ou moins—notamment l'Autriche, la Suède et le Japon pour n'en citer que trois—et ce, parce que leurs dirigeants politiques se sont fixés cet objectif. Pourquoi le ministre ne répond-il pas à la question que je lui ai posée au départ? Pourquoi n'accepte-t-il pas comme objectif minimum un taux de chômage de 4 p. 100 pour notre pays?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, il est intéressant de voir que l'honorable chef du Nouveau parti démocratique nous cite en exemple des pays comme l'Autriche et le Japon. Je lui rappelle que ces deux pays ont adopté des programmes de partage du travail, auxquels les députés de son propre caucus se sont opposés, après les avoir vivement critiqués. A mon avis, donc, s'il souhaite véritablement atteindre les mêmes résultats que certains de ces pays, les membres de son caucus devront se rallier et soutenir certaines initiatives que nous avons prises, au lieu de toujours nous critiquer.

M. Broadbent: Madame le Président, le ministre a encore refusé de répondre à ma question. Je lui réponds tout simplement que les programmes adoptés dans les pays auxquels il a fait allusion étaient plus équitables au départ et qu'ils donnent des résultats. Ce sont des programmes raisonnables, tandis que ceux qu'il a mis sur pied dans notre pays sont injustes et stériles. C'est pourquoi nous nous y opposons.

LE CHÔMAGE CHEZ LES JEUNES

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, pour la troisième fois, je demande au ministre de répondre à ma question. Pourquoi ne décide-t-il pas de fixer à 4 p. 100 l'objectif de chômage pour notre pays? Si le gouvernement refuse de le faire, est-il prêt à admettre que cela revient à dire aux jeunes Canadiens, et aux autres aussi, qu'ils devront renoncer à chercher du travail et restreindre leurs aspirations, ou faire ce que le premier ministre leur a suggéré il y a quelques années, soit quitter le pays pour trouver du travail ailleurs? Comme c'est méprisable!

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, le chef du Nouveau parti démocratique et certains membres de son caucus ont tendance, et c'est regrettable, à considérer que tout ce qui se fait à l'étranger est mieux qu'ici. Il serait beaucoup plus utile, pour les Canadiens, qu'il tienne compte des initiatives prises au Canada au lieu d'aller toujours voir ce qui se passe en Suède, au Japon ou en Autriche.

M. Broadbent: Nous en tenons compte.

M. Axworthy: Il devrait s'intéresser à ce qui se passe chez nous. Je tiens à signaler que s'il était disposé à le faire, il examinerait le rapport que nous avons déposé au cours du débat du budget, dans lequel nous exposons une stratégie très précise visant à faire face à l'évolution du marché du travail au Canada. Dans ce document, nous signalons comment, à l'heure actuelle, les programmes de formation mis en œuvre par le gouvernement viennent en aide à plus de 120,000 jeunes Canadiens.

M. Broadbent: Et maintenant, répondez à la question!

M. Axworthy: Nous dépensons plus de 2.5 millions de dollars par jour pour les jeunes. Nous avons adopté un nouveau programme d'emploi à l'intention des jeunes Canadiens.

M. Kempling: Oui, avec un million et demi de chômeurs!

M. Axworthy: Il est temps que le chef du Nouveau parti démocratique commence à s'intéresser à ce qui se passe chez nous, au lieu de toujours surveiller ce qui se fait ailleurs.

* * *

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

LA VISITE DES INSPECTEURS AU SIÈGE SOCIAL D'UN JOURNAL
DE TORONTO

L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Mardi, les inspecteurs de la GRC se sont rendus au siège du *Star* de Toronto apparemment pour permettre au ministre de mettre fin aux fuites émanant de son ministère dont il a été question dans l'article de Frank Howard paru dans le *Citizen* d'Ottawa cette semaine. Il semble que la GRC voulait interroger M. David Vienneau au sujet d'un rapport dont il avait obtenu copie après les questions posées à la Chambre au sujet de l'affaire «Coalgate», ou Gillespie, si vous préférez.

Le ministre pourrait-il nous expliquer pourquoi il juge nécessaire de faire intervenir la GRC et d'entreprendre une campagne d'intimidation de la presse et des médias ainsi que du personnel de son ministère au sujet de documents et d'informations qui devraient être du domaine public, d'après les dispositions de la loi sur l'accès à l'information que le Parlement a adoptée?